



**Loi du 18 juillet 2018 concernant
la protection de la nature et des ressources naturelles**

**Avis ministériel concernant le projet d'aménagement général
de la Ville d'Esch-sur-Alzette**

N/Réf : 88398
Dossier suivi par : Cynthia Schneider et
Philippe Peters
Tél. : 247 868 65
E-mail : cynthia.schneider@mev.etat.lu

Contexte légal

Vu la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (ci-après loi PN) ;

Vu plus particulièrement son article 5 en vertu duquel tout projet de modification de la délimitation de la zone verte découlant du vote du conseil communal conformément à l'article 10 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain est soumis à l'avis du Ministre ayant l'environnement dans ses attributions ;

S'agissant en l'espèce d'un avis relevant de la procédure d'approbation du plan d'aménagement général et revêtant de ce fait un caractère réglementaire, les critères d'appréciation en la matière sont circonscrits par les objectifs de ladite loi tels que déterminés dans son article 1^{er}, libellé à savoir :

- la sauvegarde du caractère, de la diversité et de l'intégrité de l'environnement naturel;
- la protection et la restauration des paysages et des espaces naturels ;
- la protection et la restauration des biotopes, des espèces et de leurs habitats, ainsi que des écosystèmes ;
- le maintien et l'amélioration des équilibres et de la diversité biologiques;
- la protection des ressources naturelles contre toutes les dégradations ;
- le maintien et la restauration des systèmes écosystémiques ; et
- l'amélioration des structures de l'environnement naturel.

Considérant qu'il s'ensuit que le choix des surfaces destinées à être urbanisées devrait se porter prioritairement sur des terrains ne représentant pas ou peu de sensibilités environnementales;

Vu son article 33 aux termes duquel le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions ne marque son accord sur le plan ou projet que si celui-ci ne porte pas atteinte à l'intégrité d'une zone Natura 2000, sur base d'une évaluation des incidences à réaliser en vertu de l'article 32 ;

Vu son article 17 relatif à la protection des biotopes, des habitats d'intérêt communautaire et des habitats d'espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation est évalué non favorable et l'obligation de soumettre toute réduction, destruction ou changement des milieux naturels précités à l'autorisation du Ministre ;

Vu son article 21 en vertu duquel la destruction des sites de reproduction et des aires de repos et d'hibernation des espèces intégralement protégées est interdite et considérant que tout corridor majeur de déplacement et toute aire de chasse essentielle y fonctionnellement liés font partie des sites et aires protégés mentionnés par l'article 21 ;

Que par ailleurs, il convient de rappeler qu'à travers la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes, le législateur a instauré un système d'évaluation préalable au niveau de la planification des plans et programmes. La plus-value de la prédite loi réside donc dans le fait que sa juste application devrait permettre d'aboutir à une sécurité juridique à un niveau de planification suffisamment précoce et d'éviter le scénario que les études d'impact requises à des stades ultérieurs de la procédure concluent à la non-faisabilité du projet ;

Avis

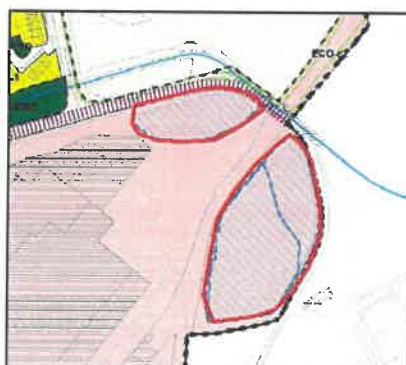
Vu le projet d'aménagement général tel que soumis au conseil communal de la Ville d'Esch-sur-Alzette dans sa séance du 8 mars 2019 ;

En ce qui concerne les modifications de la délimitation de la zone verte,

1. toutes les modifications rendant à la zone verte des portions de terrain par un redressement de la délimitation de certaines zones urbanisées ou destinées à être urbanisées respectivement le reclassement en zone verte **peuvent être approuvées**, notamment les modifications au Sud du territoire communal aux lieux-dits « Eisekaul », « op der Hiel », « An der Remélengerhiel » « Op dem Hënneschten Nossbiërg », « An der Eerschleed » et « um viischte Nossbiërg »,
2. les modifications de la zone verte mentionnées ci-dessous constituent des extensions des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées qui **peuvent être approuvées à condition que**
 - le classement en zone REC des surfaces comprenant le restaurant « am Zechenhaus » au lieu-dit « Ellergronn » se limite aux seuls bâtiments existants et que la partie réglementaire soit différenciée par une REC spécifique adaptée à la situation existante, ZV-1
 - la zone BEP du « Escher Geméisgaart » soit classée en zone JAR, ZV-2
 - toutes les surfaces délimitées de manière indicative sur les extraits des plans joints ci-dessous (liseré rouge) soient classées en zone REC spécifique cadrant de manière précise les affectations y tolérées et interdites dans le respect de la situation existante et de la présence du réseau Natura 2000 (voir également mon avis émis en vertu de l'article 7.2 de la loi modifiée du 22 mai 2008). Toute modification substantielle desdites zones par des nouvelles constructions ne saura être approuvée, ZV-3



- la zone au lieu-dit « Hiehl » (SD – 14) soit marquée comme zone tombant sous les dispositions des articles 17 et 21 de la loi PN, que la densité soit considérablement réduite y autorisant uniquement la construction de maisons unifamiliales (Hab1 spécifique) tout en classant la partie Sud en ZAD, ZV-4
- 3. les modifications de la zone verte mentionnées ci-dessous constituent des extensions des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées qui **ne peuvent pas être approuvées**, à savoir
 - le classement en zone HAB-2 au lieu-dit « a Klëppen » superposée par une zone d'aménagement différé en raison de la présence de biotopes protégés et de la présence avérée d'espèces protégées particulièrement selon les articles 17 respectivement 21 de la loi du 18 juillet 2018 ainsi que de son rôle dans le maillage écologique local. Un classement ultérieur de la surface ou d'une partie de la surface ne pourra être envisagé uniquement sur base d'un concept détaillé des mesures compensatoires anticipées, ZV-5
 - le classement des bassins d'eau industriels localisés au Nord-Est de la friche industrielle Esch-Schiffflange en raison de leur qualité écologique et paysagère ; ZV-6

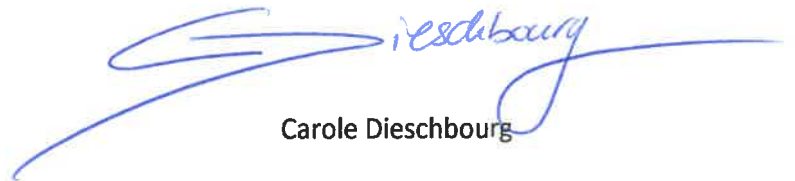


- 4. toute autre modification de la délimitation de la zone verte qui constitue une extension des zones urbanisées ou destinées à être urbanisées **peut être approuvée, notamment** le classement des cités jardinières en zone JAR aux lieux-dits « Bowenaker », « op dem Diswee », « op der Beler » et « Minefeld » ;

En ce qui concerne la **partie écrite relative à la zone verte**, il est nécessaire de préciser que le texte **ZV-7** réglementaire du PAG (partie graphique et partie écrite) se rapporte à la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles. Il importe de mentionner à l'article 10 de la partie écrite que les surfaces en zone verte tombent sous le champ d'application de la prédite loi du 18 juillet 2018 et que seules les constructions permises par celle-ci peuvent être autorisées en zone verte.

Dans ce contexte, les dispositions relatives aux **zones de parc public** (art. 24) sont à adapter alors que le **ZV-8** PAG n'y pourra autoriser aucune construction interdite par la loi précitée. Dans le projet soumis pour avis, la zone de parc public comprend s « *des îlots de verdure, des jardins, des œuvres d'art, des éléments historiques, des parcs publics et des surfaces de jeux, de loisir, de détente et de repos [...] kiosks pour petite restauration, buvette [...]* ». Cette définition entre en conflit avec les dispositions de l'article 6 de la prédite loi alors que seules des constructions d'utilité publique liées au site sont autorisables en zone verte.

La Ministre de l'Environnement, du Climat et du
Développement durable



Carole Dieschbourg

Copies pour information : Ministère de l'Intérieur,
Administration de la nature et des forêts